

De l'opposition en démocratie

Des proches de Ségolène Royal répondent aux députés socialistes qui, après le vote sur la Constitution, avaient, dans "Le Monde", reproché au PS son opposition systématique au gouvernement

Nous serons courts. La gauche ne doit pas s'abîmer dans une discussion creuse comme un puits sans fond sur les avantages et inconvénients de s'opposer un peu, beaucoup, à la folie ou passionnément.

Fallait-il s'associer à la réforme constitutionnelle proposée par Nicolas Sarkozy? Si la réponse a été non, la faute en revient à son promoteur. Il n'a pas su résister à la gourmandise de la majorité sénatoriale qui a sanctuarisé la Chambre haute pour se l'adjuger ad perpetuam. Ainsi, avant même d'en débattre, la moitié du Parlement avait été préemptée. La réforme pouvait discuter de tout, sauf de l'attribution du Sénat à la droite. Au moins est-on sûr qu'une majorité applaudira le président lorsqu'il viendra chercher des félicitations sur les bancs du Parlement. Il n'a pas su non plus résister à la tentation de limiter le droit d'amendement, droit fondamental des parlementaires. Curieuse conception de la revalorisation des assemblées!

La méthode elle-même supposait une conférence de consensus entre les grandes familles politiques. Le pouvoir a préféré faire son marché en débauchant ici ou là telle pièce que, à l'image d'un jeu d'échecs, on prend à son adversaire. D'emblée, c'est une stratégie de contournement des partis institués de l'opposition et de la gauche que le pouvoir a mise en place.

Enfin le succès supposait du président lui-même une exemplarité qu'on est bien en mal de trouver dans sa pratique du pouvoir. De la justice aux médias, la présidence exerce déjà une emprise que la réforme ne viendra nullement contrecarrer, puisque, en matière de nominations, la majorité parlementaire souscrira aux vœux de la présidence. D'où le verrouillage bien compris du Sénat.

Nous disons à nos amis qui s'interrogent sur la bienséance de l'opposition : pour être courtois, encore faut-il ne pas être contraint de s'excuser lorsque l'on vous a marché sur les pieds !

Nous voyons en effet peu à peu s'esquisser un régime politique de type nouveau, qui entend concentrer tous les pouvoirs, pour installer une domination idéologique et culturelle durable.

La droite décomplexée suffirait au bien du peuple. Quelques-uns à gauche sont sélectionnés par elle, dès lors qu'ils consentent aux règles du jeu qu'elle leur a imposées. Tous les autres sont rejetés du côté de la force obscure.

Cette concentration des pouvoirs est non seulement dangereuse, mais elle est de surcroît inapte à réformer réellement le pays. Seule la mise en mouvement de toute la société permettrait de mener des réformes justes et durables.

En fin de compte, ce pouvoir et cette droite veulent une société de la résignation. La France dévisse, l'inquiétude grandit parmi nos concitoyens confrontés à une grave crise économique, sociale et écologique. Une France inégalitaire se fabrique sous nos yeux, où tous ceux qui ont du mal à boucler leurs fins de mois paient une politique dont les bénéficiaires sont les "importants" et les "puissants". Pendant les travaux constitutionnels, le détricotage des droits sociaux continuait:

suppression massive de postes dans l'éducation, cadres pressurés par l'augmentation du forfait jours, accords d'entreprises d'autant plus valorisés que le syndicalisme y est faible, couteau placé sous la gorge des chômeurs, priés d'être enfin raisonnables...

Quelle fraternité peut-on espérer d'une telle déchirure? Quel dynamisme, quelle volonté, quel espoir dans l'avenir quand tout semble joué et que les réseaux d'influence et de cooptation l'emportent sur les efforts et le travail? Et ce n'est que le début. C'est pourquoi la domination culturelle, dans les médias notamment, est un enjeu capital car elle peut fabriquer de la résignation et brouiller la perception qu'une autre politique est possible.

La politique d'un tel pouvoir ne se divise ni ne s'épluche comme les quartiers ou la peau d'une orange. Elle est un bloc. C'est d'ailleurs ainsi qu'elle se présente et qu'elle se rengorge pour reprendre, depuis un an, le même couplet inquiétant et lancinant sur la fin de la gauche ou la mort du Parti socialiste.

Nous nous opposerons à chaque fois que cela sera nécessaire, sans tomber dans la première embuscade tendue. Nous nous opposerons d'autant plus fermement que nous proposerons d'autres valeurs et une autre politique : révolution fiscale, préparation de l'après-pétrole, consolidation de notre protection sociale, VIe République. Combattre et proposer vont évidemment de pair : un combat sans propositions est vain, mais des propositions qui ne sont pas forgées dans un combat politique seraient désarmées.

Il n'est pas juste de confondre la fermeté avec le sectarisme. En matière de convictions, la fermeté n'est pas un réflexe conditionné, elle est une preuve, celle qui nous est demandée dès aujourd'hui par de nombreux Français qui veulent espérer; c'est elle aussi qui nous sera demandée en 2012. Voilà pourquoi nous appelons les socialistes à l'unité et au courage.

David Assouline (sénateur PS, Paris), Delphine Batho (députée PS, Deux-Sèvres), Dominique Bertinoti (maire du 4e arr. de Paris), Jean-Louis Bianco (député PS, Alpes-de-Haute-Provence), Aurélie Filippetti (députée PS, Moselle), Guillaume Garot (député PS, Mayenne), Jean-Pierre Mignard (avocat), Vincent Peillon (député européen).